



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Nouvelle proposition de loi pour la mise en place aux Etats-Unis d'un mécanisme d'ajustement aux frontières adossé à une taxe carbone
2. Nouvelle version de la proposition de loi créant un instrument de contrôle des investissements sortants
3. Publication des règles de mise en œuvre de la loi interdisant l'importation aux Etats-Unis de produits originaires du Xinjiang
4. Katherine Tai plaide en faveur d'un processus « inclusif » de réforme de l'OMC

Climat – énergie – environnement

5. Joe Biden prend des mesures exceptionnelles pour accélérer la transition énergétique
6. Lutte contre le changement climatique : le Canada et la Californie nouent un partenariat

Transport et infrastructure

7. L'administration fédérale propose des standards pour simplifier et fiabiliser l'usage des infrastructures de recharge électrique
8. L'*Ocean Shipping Reform Act* promulgué après un large vote bipartisan au Congrès
9. Négociations syndicales dans les ports de l'Ouest : un nouveau risque de perturbation ?

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Le ministère de l'agriculture américain prend date pour la reconstruction de l'agriculture ukrainienne

Numérique et innovation

10. Les soutiens du projet de loi antitrust numérique au Sénat poussent à un vote en plénière pendant l'été et font face à des oppositions
11. Discussions en comité sur l'avant-projet de loi sur la protection des données personnelles
12. Des taxis autonomes en service à San Francisco

Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Nouvelle proposition de loi pour la mise en place aux Etats-Unis d'un mécanisme d'ajustement aux frontières adossé à une taxe carbone

Les sénateurs démocrates S. Whitehouse (D-RI), C. Coons (D-DE), B. Schatz (D-HI) et M. Heinrich (D-NM) ont [déposé](#) le 7 juin un projet de loi intitulé « *Clean Competition Act* », qui prévoit la mise en place d'un mécanisme d'ajustement aux frontières adossé à une taxe carbone sur certains produits à haute intensité énergétique (dont l'acier, le ciment, les engrais et les produits pétrochimiques).

Une taxe de 55\$ par tonne de CO₂ serait imposée à compter de 2024 sur les producteurs et importateurs de ces produits, puis se verrait augmentée annuellement de 5% au-dessus du taux d'inflation. Les exportateurs américains bénéficieraient en retour de remboursements au titre de la taxe payée pour les produits couverts par la loi et exportés des Etats-Unis. Les importations en provenance des pays les moins développés ne seraient pas soumises à cette taxe.

Le projet de loi prévoit que trois quarts des revenus issus de cette taxe soient alloués à un fond visant à soutenir les industries à haute intensité énergétique américaine dans leur transition vers la décarbonation. Les fonds restants seraient distribués aux pays en développement afin de soutenir leurs efforts de décarbonation.

2. Nouvelle version de la proposition de loi créant un instrument de contrôle des investissements sortants

Les sénateurs B. Casey (D-PA) et J. Cornyn (R-TX) ont [annoncé](#) avoir trouvé un compromis bipartisan sur une nouvelle version de leur proposition de création d'un instrument de contrôle des investissements sortants. Les deux sénateurs avaient déjà proposé la création d'un tel mécanisme en 2021, sans que cette proposition ne soit retenue dans la proposition de loi USICA, votée en juin 2021 au Sénat. La Chambre des représentants avait de son côté voté la création d'un tel mécanisme dans la proposition de loi COMPETES votée le 4 février 2022.

Dans cette nouvelle version, il reviendrait au Président de déterminer l'autorité en charge de ce contrôle, confié dans la version initiale du texte à l'agence en charge du commerce (USTR). Une exemption de contrôle serait par ailleurs prévue pour les investissements jugés « ordinaires ».

Un comité composé de membres du Sénat et de la Chambre travaillent actuellement à réconcilier les textes COMPETES et USICA. Les sénateurs à l'origine de cette nouvelle proposition espèrent qu'elle sera retenue dans la version finale du texte.

3. Publication des règles de mise en œuvre de la loi interdisant l'importation aux Etats-Unis de produits originaires du Xinjiang

Cet avis, [publié](#) le 13 juin 2022, précise la manière dont les douanes américaines (CBP, *Customs and Border Protection*) vont mettre en œuvre la loi *Uyghur Forced Labor Prevention Act*, adoptée par le Congrès en décembre 2021 et qui doit entrer en vigueur le 21 juin 2022. Cette loi pose une présomption réfragable de recours au travail forcé pour tous les biens produits dans la région du Xinjiang et interdit sur ce fondement l'importation de ces produits aux Etats-Unis. La charge de la preuve de non-recours au travail forcé repose sur les importateurs.

Les douanes américaines prévoient d'accorder jusqu'à 30 jours aux importateurs qui ont des biens retenus à la frontière pour apporter les preuves nécessaires. L'avis liste sans exhaustivité les types de preuves qui pourraient être demandées, telles que la mise en place de systèmes de diligence raisonnable (*due diligence*).

4. Katherine Tai plaide en faveur d'un processus « inclusif » de réforme de l'OMC

Lors de la séance d'ouverture de la 12^e conférence ministérielle de l'OMC le 12 juin, la Représentante américaine au commerce Katherine Tai a [souligné](#) l'importance de poursuivre des discussions « ouvertes » à tous les membres afin de travailler à une réforme de l'OMC, en insistant sur la nécessité de faire de l'organisation un levier pour faire progresser les droits des travailleurs et lutter contre le changement climatique.

Face à la crise sanitaire et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la K.Tai a réitéré l'engagement de l'administration américaine en faveur de la diversification et de la résilience des chaînes de valeur. Katherine Tai a en outre souligné la nécessité de définir des règles encadrant l'économie numérique.

Brèves :

- Le Président Biden a [nommé](#) le 8 juin Doug McKalip au poste de négociateur en chef en charge de l'agriculture au sein de l'USTR, qui était vacant depuis l'entrée en fonctions de l'administration Biden. Ce dernier est actuellement conseiller commercial auprès du Secrétaire à l'Agriculture Vilsack et doit désormais être confirmé à son poste par le Sénat.
- Le Département du Trésor américain a [annoncé](#) le 14 juin la prolongation jusqu'au 5 décembre 2022 de la [licence](#) autorisant, par dérogation

aux sanctions en vigueur contre la Russie, les transactions dans le secteur de l'énergie russe. Cette licence devait expirer initialement le 24 juin 2022.

Climat- Energie - Environnement

5. Joe Biden prend des mesures exceptionnelles pour accélérer la transition énergétique

L'administration Biden mobilise différents outils

pour concilier un soutien au long-terme des filières américaines nécessaires à la transition énergétique, et une croissance des capacités de production solaire sur le court-terme. Le Président autorise le Département de l'Energie à recourir au *Defense Production Act* (DPA) pour accélérer la production dans certains secteurs de la transition énergétique.

Sont notamment concernés les panneaux solaires, les pompes à chaleurs, les électrolyseurs et piles à combustible, ainsi que les transformateurs. Par ailleurs, l'administration US entend utiliser les commandes publiques fédérales comme levier pour soutenir la filière solaire américaine. Des contrat-cadres seront mis en place entre le gouvernement fédéral et les entreprises produisant des panneaux solaires aux Etats-Unis. De plus, les commandes fédérales de panneaux solaires avantageront désormais davantage la production intérieure. Des dispositions d'application sont attendues pour la mise en œuvre de ces décisions. En outre, le président Biden a annoncé le 6 juin 2022 la non-application, pour une durée de 24 mois, de tarifs douaniers sur les importations de modules et de cellules solaires en provenance du Vietnam, du Cambodge, de la Malaisie et de la Thaïlande. Cette annonce est intervenue alors qu'une enquête avait été lancée le 28 mars 2022 par le DoC sur le possible contournement via la Malaisie, le Cambodge, le Vietnam et la Thaïlande, des droits antidumping (AD) et antisubventions (CVD) appliqués sur les panneaux solaires en provenance de la Chine et avait suscité une vive opposition des importateurs de panneaux solaires aux Etats-Unis.

6. Lutte contre le changement climatique : le Canada et la Californie nouent un partenariat

Justin Trudeau, premier Ministre du Canada et

Gavin Newsom, gouverneur de la Californie ont signé le 9 juin 2022 un partenariat de coopération sur le changement climatique. Réponse directe à la crise climatique actuelle, ce *Climate Action and Nature Protection Partnership* s'inscrit dans la lignée d'une collaboration déjà fructueuse entre les deux parties. En 2019, Canadiens et Californiens avaient joint leurs efforts dans la lutte contre les véhicules polluants. Des échanges de pompiers ont également lieu lorsque l'une des deux parties est en proie à d'importants feux de forêt.

Ce partenariat est précisé par un mémoire, signé par le Ministre et le Secrétaire chargé de l'environnement qui prévoit d'axer les efforts de coopération autour des transports propres, des technologies et innovations vertes, de l'économie circulaire, de la conservation de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique. D'un point de vue opérationnel, il est convenu de collaborer étroitement en échangeant des informations et des bonnes pratiques dans ces divers domaines. Dans une première décision concrète, les deux parties ont annoncé la tenue d'une table-ronde commune à l'occasion de la prochaine UN Climate Week (septembre 2022) sur la résilience forestière.

Brèves

Plusieurs mesures en faveur de l'hydrogène propre ont été annoncées par le *Department of Energy*:

- Avis d'intention pour financer 8Md\$ prévus par le plan Infrastructure (BIL) pour le développement d'au moins 4 hubs à hydrogène répartis sur le territoire. Ces fonds financeront entre 2022 et 2026 des hubs associant des producteurs d'hydrogène à des consommateurs.
- Le programme de prêt garanti du *Department of Energy*, utilisé pour la 1^{ère} fois depuis 2014 pour le développement d'un nouveau projet, aidera à financer la construction de la plus grande installation de stockage d'hydrogène propre au monde.

Transport et Infrastructure

7. L'administration fédérale propose des standards pour simplifier et fiabiliser l'usage des infrastructures de recharge électrique

Le 9 juin, le Département des Transports, en coordination avec le Département de l'Energie, a publié un [projet de réglementation](#) (*Notice of Proposed Rulemaking, NPRM*) visant à instaurer et définir des standards minimaux requis pour les infrastructures de recharge électrique qui bénéficieraient des fonds du programme fédéral NEVI (*National Electric Vehicles Infrastructure Program*). Inscrit dans la loi fédérale pour les infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Law*), ce programme transfèrera par dotation aux Etats fédérés 5 Md USD afin de cofinancer la mise en place d'un réseau de chargeurs électriques le long de corridors autoroutiers approuvés de façon concertée (*Alternative Fuels Corridors*) et de contribuer ainsi à l'objectif national d'équiper le pays de 500 000 stations publiques d'ici 2030.

Ces standards exigeraient notamment que les stations soient espacées de moins de 50 miles (80 km) le long des corridors, que chaque station soit équipée d'au moins 4 branchements de recharge rapide et que chaque sortie d'autoroute dispose d'au moins une station située à moins d'1 mile (160 m). De plus, toutes les bornes devraient respecter des spécifications techniques et des modèles d'exploitation permettant une meilleure connectivité et interopérabilité de l'infrastructure à travers les Etats et l'accès le plus large possible du public. Ainsi, la recharge devrait être possible quel que soit le modèle du véhicule et sans condition préalable d'adhésion ou de souscription des usagers à un programme commercial quelconque. Enfin, les opérateurs bénéficiaires des fonds fédéraux seraient tenus de fournir au public une information précise et en temps réel sur les caractéristiques, la disponibilité et la tarification des bornes installées.

8. L'Ocean Shipping Reform Act promulgué par le Président Biden, après un large vote bipartisan au Congrès

Le 16 juin, le président Biden a [promulgué](#) la loi de réforme du transport maritime *Ocean Shipping Reform Act* (OSRA). Introduite au Congrès à l'été 2021 dans un contexte de pression exceptionnelle sur les capacités de transport de fret international, la proposition de loi OSRA avait recueilli à plusieurs reprises un soutien bipartisan large au sein des deux chambres. Après que le texte ait été approuvé dans

sa version définitive le 31 mars au Sénat par acclamation (*voice vote*, sans décompte des voix) puis le 13 juin à la Chambre (369-42), le Président avait exprimé dans un [communiqué](#) cette semaine sa satisfaction, affirmant que cette réforme importante contribuerait à modérer les coûts pour les entreprises et ménages américains.

La réforme prévoit un renforcement des pouvoirs de l'autorité fédérale de régulation du secteur (*Federal Maritime Commission, FMC*) en matière de réglementation, de contrôle et de sanction éventuelle de certaines pratiques commerciales des transporteurs maritimes, tout en imposant à ces derniers davantage de transparence sur leurs opérations, y compris en termes de capacités et de tarification.

9. Négociations syndicales dans les ports de l'Ouest : un nouveau risque de perturbation ?

Des négociations compliquées se tiennent actuellement à San Francisco, sur fond de renouvellement du contrat liant les dockers et entrepôts de la côte Ouest des Etats-Unis (22.000 dockers, 29 ports) aux organisations et compagnies portuaires représentées par la [Pacific Maritime Association](#). Ces ports revêtent une importance capitale pour le pays, puisque 40% des imports américains y transitent. Si le contrat actuel expire au 1^{er} juillet 2022, les négociations se crispent sur une possible augmentation des dockers, lesquels sont déjà les logisticiens les mieux payés du pays (moyenne de 195.000 dollars annuel). Ces salariés demandent, par le biais du syndicat International Longshore & Warehouse Union (ILWU), des revalorisations afin de rattraper, notamment, l'inflation, mettant l'accent sur les profits conséquents réalisés par les compagnies en 2021. Dans le passé, ces discussions ont déjà conduit à des blocages. En 2002, l'administration Bush avait dû mettre fin à 10 jours de grève tandis que l'administration Obama était intervenue en 2014 et 2015 pour mettre fin aux perturbations. Cette année, les dockers semblent être en position de force pour imposer un bras de fer aux employeurs, du fait de la très forte pression sur les importations. L'administration Biden, qui s'est déjà exprimée sur les conséquences néfastes d'un blocage, se réserve la possibilité d'intervenir en cas de gel des négociations. Plusieurs élus californiens ont également pris la [plume](#) pour rappeler aux parties prenantes la nécessité de trouver un terrain d'entente.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Le ministère de l'agriculture américain prend date pour la reconstruction de l'agriculture ukrainienne.

A l'occasion d'un déplacement à New York, au siège des Nations unies, pour discuter de la sécurité alimentaire mondiale, le secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, a annoncé que le ministère américain de l'Agriculture (USDA) et le ministère ukrainien de la Politique agricole et de l'Alimentation avaient conclu un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*) pour améliorer la coordination entre les secteurs agricole et alimentaire américain et ukrainien et établir un partenariat stratégique pour aborder la sécurité alimentaire.

Selon [le communiqué](#) de l'USDA, grâce à ce protocole conclu pour une période de 3 ans, les

États-Unis et l'Ukraine conviendront d'un échange constant d'informations et d'expertise concernant la production agricole, les technologies émergentes, les pratiques intelligentes en matière de climat, la sécurité alimentaire et les questions de chaîne d'approvisionnement, afin de stimuler la productivité et d'améliorer les deux secteurs agricoles. L'USDA mobilisera également ses ressources pour fournir à l'Ukraine une assistance technique en matière de santé animale, de biosécurité et de contrôles sanitaires et phytosanitaires. Elle utilisera son programme de bourses [Borlaug](#) et rétablira son programme de bourses [Cochran](#) pour renforcer la collaboration et la recherche entre les États-Unis et l'Ukraine au moment où l'Ukraine aura à reconstruire son secteur agricole.

Numerique et Innovation

10. Les soutiens du projet de loi antitrust numérique au Sénat poussent à un vote en plénière pendant l'été et font face à des oppositions

Le 8 juin, les Sénateurs Amy Klobuchar (D-MN) et Chuck Grassley (R-IA), ainsi que les Représentants David Cicilline (D-RI) et Ken Buck (R-CO) ont tenu une [conférence de presse](#) soulignant comment l'*American Innovation and Choice Online Act* (« AICOA »), leur législation bicamérale et bipartisane visant à rétablir la concurrence en ligne, réduira les coûts pour les consommateurs, aidera les petites entreprises et rétablira la concurrence sur les marchés numériques. Les législateurs ont appelé à un vote rapide en plénière sur la législation, suite à la promesse du chef de la majorité au Sénat Chuck Schumer (D-NY) que le projet de loi recevrait un vote au Sénat au début de l'été. Le 14 juin, 4 sénateurs démocrates ont écrit une [lettre](#) à la sénatrice Klobuchar pour lui faire savoir que selon eux, le projet de loi entraverait les pratiques de modération de contenu qui sont utilisées pour supprimer les discours de haine et lutter contre la désinformation en ligne, car un de ses articles rendrait impossible pour les entreprises de discriminer dans l'application de ses conditions d'utilisation. Dans une [lettre](#) de réponse du 15 juin, le Représentant David Cicilline, principal soutien du projet de loi du côté de la Chambre des Représentants, a répondu à ces craintes en assurant

que le projet de loi n'entravera pas les pratiques de modération de contenu en ligne. Par ailleurs, du côté de l'industrie, dans un [article](#) de blog du 14 juin, Mozilla estimait que l'AICOA facilitera l'innovation et le choix des consommateurs en veillant à ce que les grandes entreprises technologiques ne puissent pas privilégier leurs propres produits et services par rapport à la riche diversité d'options concurrentielles offertes par d'autres. L'entreprise estime que, tout comme de nombreuses autres sociétés indépendantes, elle ne peut pas rivaliser efficacement avec les Big Tech sans cette loi antitrust. Le 15 juin, dans une [lettre](#) adressée au Congrès, la US Chamber of Commerce, au nom des chambres de commerce nationales et locales de 46 États, s'est opposée fermement au projet de loi, qui selon elles, entraîneraient des prix plus élevés et moins de choix pour les consommateurs, décourageraient une concurrence vigoureuse, discriminerait les entreprises américaines, et donneraient au gouvernement fédéral le pouvoir de dicter les gagnants et les perdants de l'économie.

11. Discussions en comité sur l'avant-projet de loi sur la protection des données personnelles

Le 14 juin, le sous-comité sur la protection des consommateurs et le commerce de la Chambre des Représentants a tenu une [audience](#) sur un avant-

projet de loi non encore officiellement introduit au Congrès appelé *l'American Data Privacy and Protection Act*, effort bipartisan pour établir une loi fédérale sur la protection des données personnelles dévoilé le 3 juin à la Chambre et au Sénat. Si la tenue de cette audience constitue une avancée importante dans les discussions fédérales à ce sujet, les membres du Congrès restent divisés quant à cet avant-projet. Alors que l'avant-projet de loi est soutenu par des démocrates et républicains influents de la commission clé de l'énergie et du commerce de la Chambre, ainsi que par le plus haut républicain de la commission sénatoriale du commerce, la présidente de cette commission sénatoriale, Maria Cantwell, reste récalcitrante, déclarant que «pour que les consommateurs américains bénéficient d'une protection significative de leur vie privée, nous avons besoin d'une loi fédérale forte qui ne soit pas truffée d'échappatoires en matière d'application». M. Cantwell a également semblé critiquer le texte de la proposition qui retarderait de quatre ans le moment où les utilisateurs peuvent intenter des poursuites individuelles contre des entreprises. Enfin, le 10 juin, *l'American Civil Liberties Union* (ACLU) a écrit une [lettre](#) au Congrès au sujet de ses préoccupations concernant les deux avant-projets de législation sur la protection de la vie privée des consommateurs actuellement examinées par la commission sénatoriale du commerce et la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre. Selon la ACLU, les Américains ont besoin d'une loi fédérale forte sur la protection de la vie privée, mais aucune des propositions ne répond aux besoins de la nation sans révisions très importantes. L'organisation demande notamment à ce que les législateurs s'assurent que la législation prévoit un droit d'action privé fort. Le même jour, Tim Cook, PDG d'Apple, envoyait une [lettre](#) au Congrès poussant au passage d'une loi fédérale sur la protection des données personnelles au plus vite.

12. Des taxis autonomes en service à San Francisco

Le mardi 31 mai 2022, la California Public Utilities Commission (CPUC) a donné son accord pour que Cruise, société appartenant à General Motors, puisse opérer son service de taxis autonomes à San Francisco. Cette [autorisation](#) permet à l'entreprise californienne de proposer un service payant, sans chauffeur, de «taxis robots», accessible via une application. Cette possibilité est toutefois encadrée. Le service n'est disponible qu'entre 22h et 6h, pour éviter les pics de trafic, et la vitesse maximale est limitée à 48 km/h (30 mph). Le service ne sera pas disponible par temps de fortes pluies ou de brouillard. La flotte de véhicules autonomes

comprend pour l'instant 30 voitures électriques, des Chevrolet Bolt EUV. Si le chemin des «taxis robots» avait déjà été tracé par la ville de Phoenix (Waymo, filiale d'Alphabet, peut déjà y facturer des courses sans chauffeur), la décision de la CPUC constitue une grande première en Californie. Dans ce sillage, le Department of Motor Vehicles de Californie a délivré des [autorisations](#) permettant à d'autres entreprises de lancer des essais sans chauffeur. À noter que Waymo dispose, depuis février 2021, d'une autorisation de facturer des courses en véhicules autonomes, à des clients choisis, en présence d'un chauffeur de sécurité.

Brèves

- Le 16 juin, le président Biden a signé un [mémoire présidentiel](#) établissant un groupe de travail à la Maison Blanche pour lutter contre le harcèlement et les abus en ligne, répondant à la nécessité pour le gouvernement de lutter contre les méfaits en ligne qui affectent de manière disproportionnée les femmes, les filles, les personnes de couleur ainsi que les personnes LGBTQI+. La vice-présidente Kamala Harris a lancé le groupe de travail en organisant une table ronde.
- Le 15 juin, la sénatrice Elizabeth Warren (D-Mass.) a introduit le [Health and Location Data Protection Act](#), un projet de loi qui interdit aux courtiers en données de vendre leurs données de santé et de localisation des Américains.
- Le 15 juin, une vingtaine de sénateurs républicains ont introduit au Sénat le projet de loi [Political Bias in Algorithm Sorting](#) (BIAS) Emails Act. Cette législation tiendrait les plateformes Big Tech pour responsables de l'utilisation d'algorithmes biaisés qui modifient la façon dont les utilisateurs peuvent voir les e-mails des campagnes politiques. La législation créerait également plus de transparence pour les consommateurs en révélant les pratiques de censure alléguées que les plateformes Big Tech, dont Google, utilisent pour filtrer certains e-mails.
- Le 14 juin, Microsoft a [annoncé](#) avoir conclu un accord pour acquérir Miburo, une société d'analyse et de recherche sur les cybermenaces spécialisée dans la détection et la réponse aux opérations d'information étrangères.
- Le 14 juin, plus de 100 organisations de santé mentale et de protection des enfants ont envoyé une [lettre](#) au Sénat pour exhorter les législateurs à organiser ce mois-ci une discussion du Comité sénatorial du commerce sur le projet de loi «Kids Online Safety Act» et

sur d'autres projets de lois relatifs à la protection des enfants et des jeunes en ligne.

- Le 9 juin, le Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche (OSTP) a déposé une [demande](#) de commentaires publics pour aider à l'élaboration d'une "stratégie nationale sur le partage et l'analyse des données préservant la confidentialité".
- Le 3 juin, le président Joe Biden a [annoncé](#) la nomination de Nate Fick, ancien militaire de la Marine et homme d'affaires dans l'industrie de la cybersécurité, au poste d'Ambassadeur pour le cyberspace et la politique numérique. Il devra être confirmé par le Sénat.
- Le 3 juin, la FTC a [sollicité](#) les commentaires du public sur les moyens de moderniser les lignes directrices de l'agence intitulées [".com Disclosures: How to Make Effective Disclosures in Digital Advertising"](#). Publié pour la première fois en mars 2013, ce document fournit des conseils aux entreprises sur la publicité et le marketing numériques. La FTC veut en particulier s'assurer que ce guide ne soit pas utilisé comme bouclier par des entreprises qui cherchent à tromper les consommateurs. Elle s'intéresse en particulier à l'utilisation de publicités sponsorisées et promues sur les

réseaux sociaux, à la publicité intégrée dans les jeux et la réalité virtuelle, ainsi qu'aux publicités ciblées.

- Dans deux [mails](#) adressés le 31 mai aux employés de SpaceX et Tesla, Elon Musk appelle ses cadres et ingénieurs à travailler « un minimum de quarante heures par semaine » au bureau, suggérant à ceux qui ne se plient pas à ce format de quitter l'entreprise. Cette instruction est à rebours des tendances actuelles des entreprises qui, pour sécuriser leurs employés, leur laissent plus de flexibilité organisationnelle.
- Le procureur général du Texas Ken Paxton a lancé une [enquête](#) sur la déclaration, par Twitter, du nombre de ses faux comptes. Il est demandé à Twitter de fournir des preuves concrètes quant aux chiffres avancés, afin de déterminer si la firme est en règle avec la législation texane à ce sujet. Twitter, qui estime que 5% de ses comptes sont des robots ou des spams, a refusé de commenter. Cette procédure intervient alors qu'Elon Musk, en procédure de rachat de l'entreprise, a également exprimé des doutes sur la méthode de décompte des faux comptes par Twitter.

Santé

Brèves

- Pfizer a [annoncé](#) le 6 juin un financement de 120m USD pour augmenter la production dans l'Etat du Michigan de sa pilule Paxlovid, contre la Covid-19.
- Salon BIO, plus grand salon mondial pour les biotechnologies et le secteur pharmaceutique, qui se tenait du 13 au 16 juin à San Diego a regroupé environ 13000 participants. La délégation d'entreprises française était la plus importante après celle de la Corée du Sud.
- Le 8 juin, Oracle a [annoncé](#) la finalisation de son acquisition de Cerner pour 28 Mds de dollars. Cerner est l'un des principaux fournisseurs de systèmes d'information numériques utilisés dans les hôpitaux et les systèmes de santé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.